

# Table des matières

<b>Le nouveau cadre juridictionnel mis en place pour traiter des contentieux pénitentiaires</b>	7
<i>Marie-Aude BEERNAERT</i>	
<b>Section 1.</b> Le droit de plainte général	9
Sous-section 1. L'instance chargée de traiter les plaintes	9
Sous-section 2. Les voies de recours	11
Sous-section 3. L'objet des plaintes	11
<b>Section 2.</b> La procédure de réclamation contre le placement ou le transfèrement	17
<b>Section 3.</b> La procédure d'appel contre le placement sous régime de sécurité particulier individuel	21
<b>Conclusion</b>	23
<b>La procédure relative au droit de plainte</b>	25
<i>Simone GUFFENS</i>	
<b>Section 1.</b> La procédure devant la commission des plaintes	26
Sous-section 1. La plainte	26
Sous-section 2. L'examen en organe plénier ou à juge unique	31
Sous-section 3. L'échange des dossiers	33
Sous-section 4. La suspension de la décision	34
Sous-section 5. La médiation	35
Sous-section 6. L'audience	36
Sous-section 7. Le pouvoir d'instruction de la commission des plaintes	37
Sous-section 8. La décision de la commission des plaintes	39
Sous-section 9. La compensation	46
<b>Section 2.</b> La procédure d'appel	47
<b>Conclusion</b>	51

<b>Le Conseil d'État en tant que juge de cassation des commissions d'appel des commissions des plaintes – Procédure et premiers enseignements</b>	53
<i>Benoît CUVELIER</i>	
<b>Introduction</b>	53
Sous-section 1. Le droit de plainte	55
Sous-section 2. La nature des commissions des plaintes : des juridictions administratives	56
<b>Section 1. Le Conseil d'État : le juge de cassation et la procédure</b>	57
Sous-section 1. Le Conseil d'État, juge de cassation (administrative)	57
Sous-section 2. Le Conseil d'État, la procédure en cassation	59
<b>Section 2. La jurisprudence du Conseil d'État : les premiers enseignements</b>	61
<b>Conclusion – Les enjeux à venir devant le Conseil d'État</b>	73
<b>Maintien de l'ordre en prison : quand les commissions des plaintes et d'appel se lancent à l'abordage des décisions relatives à l'ordre et à la sécurité</b>	75
<i>Léa TEPER</i>	
<b>Section 1. Le droit de porter plainte contre les décisions (sécuritaires) du directeur</b>	76
Sous-section 1. Le contentieux disciplinaire et les mesures d'ordre intérieur	77
A. Rappel des règles de droit applicables	79
B. Les apports de la jurisprudence	82
Sous-section 2. Les fouilles	94
A. Rappel des règles de droit applicables	94
B. Les apports de la jurisprudence	96
<b>Section 2. Le droit de porter plainte contre les décisions (sécuritaires) du directeur général : les cas des RSPI « terro »</b>	97
Sous-section 1. Le régime de sécurité particulier individuel : bref rappel des notions	98
Sous-section 2. Le RSPI appliqué aux détenus « terro » : un régime collectif ?	100

A. Les critères de placement ou de renouvellement sous RSPI et les décisions du directeur général des établissements pénitentiaires	101
B. La logique sous-jacente et le contrôle des CA	103
<b>Conclusion</b>	107
<b>Annexes</b>	109